



Pour découvrir
le monde et ses cultures

L'enjeu tibétain au XIXe siècle

Laurent Deshayes

Membre du Centre de Recherches en Histoire Internationale et Atlantique (Université de Nantes)

Le Tibet, pays limitrophe de trois grandes puissances, à savoir la Grande-Bretagne, la Chine et la Russie, fut placé au XIXe siècle sur la liste des lieux stratégiques à conquérir par celles-ci. Laurent Deshayes nous explique comment les difficultés intérieures et internationales de chacune d'entre elles, la configuration montagneuse du Tibet ainsi que l'ignorance dans laquelle il vivait vis-à-vis du reste du monde contribuèrent pendant longtemps à isoler celui-ci et à laisser se conclure des traités qui décidaient de son avenir. Ce n'est que récemment que les responsables tibétains comprirent qu'il était vital de sortir d'un isolationnisme qu'ils avaient contribué à maintenir et qui faisait de leur pays un enjeu géopolitique au XXe siècle.

Le Tibet fut longtemps une *terra incognita* dont on imaginait mal les limites. Niché dans ses solitudes montagneuses, le pays est resté hermétique aux Occidentaux jusqu'au XIXe siècle, si l'on fait abstraction de la présence missionnaire des capucins et des jésuites (XVIIe–XVIIIe siècles), et du séjour sur le haut plateau des agents britanniques Bogle (1774) et Turner (1782). L'impossibilité d'en franchir les murailles tenait autant aux difficultés physiques qu'imposait l'Himalaya, qu'à la surveillance des frontières. La formidable poussée des puissances occidentales vers l'Extrême-Orient au milieu du XIXe siècle a placé le Tibet dans une situation stratégique clé pour tous les pays qui en étaient limitrophes, la Grande-Bretagne, la Chine et la Russie.

Le Tibet vu par la Chine, la Russie et la Grande-Bretagne

La conquête des puissances vers le cœur de l'Asie s'est faite très lentement. La Chine, pour qui il s'agissait d'un univers connu, a été la première à comprendre l'intérêt qu'il y avait à s'y installer, tout du moins à y gagner de l'influence, tant pour des raisons politiques qu'économiques. Au milieu du XVIIIe siècle déjà, Qianlong (1735-1796), l'un des plus grands empereurs de la dynastie des Qing, avait établi des postes de commandement sur l'ensemble du pourtour de l'empire dans le but clairement exprimé d'utiliser les vastes étendues semi-désertiques comme des zones tampons permettant de garantir la sécurité de la Chine intérieure. La soumission de ces régions frontalières se fit parfois au prix de massacres terribles, comme celui des Mongols Dzungars à la fin des années 1750.

Le cas du Tibet était complexe, car les religieux bouddhistes jouissaient d'une renommée et d'une influence non négligeables jusqu'en Chine depuis le XIIIe siècle. Ces relations connurent des périodes de resserrement et de relâchement jusqu'au XVIIIe siècle, quand les événements politiques que le Tibet traversa permirent à Pékin de s'imposer comme l'unique protecteur du pays (1751-1793), mais sans que cela n'implique une quelconque appartenance à l'empire. Lorsque s'ouvre le XIXe siècle, la Chine n'exerce d'ailleurs guère d'autorité sur le haut plateau, malgré la présence de deux commissaires impériaux, les *ambans*, et d'un petit corps armé chargé de la surveillance des frontières.

Pour la Russie, la progression vers l'Extrême-Orient s'opéra lentement. Ce ne fut qu'au XVIIe siècle que les premiers traités furent signés avec la Chine pour définir les frontières politiques, bon an, mal an, là même où il n'en existait guère physiquement. Au XVIIIe siècle, parallèlement à une extension de l'influence russe vers l'Asie centrale, des liens étroits se tissèrent avec les populations mongoles, dont les Bouriates de la région du lac Baïkal, d'obédience

bouddhiste de rite tibétain. Par leur intermédiaire, un lien s'établit entre Saint-Pétersbourg et Lhassa, mais cela n'eut aucune retombée politique.

C'est l'intervention de la Grande-Bretagne sur l'échiquier asiatique qui fit du Tibet un enjeu et une cause de tensions internationales. Après le traité de Paris qui reconnaissait à l'Angleterre la suprématie coloniale en Inde (1763), Londres put affermir son autorité à travers le sous-continent. Au XIXe siècle, l'affaire était entendue et nul, hormis les princes indiens s'entend, n'eut songé à contester cette présence dont la puissante *East India Company* tirait avantage. Le monde tibétain n'était alors pas tout à fait étranger aux Britanniques puisque, à la faveur d'une courte guerre frontalière entre les armées anglo-indiennes et celle du royaume himalayen du Bhoutan (1772), le gouverneur général du Bengale avait délégué deux missions diplomatiques au Tibet en 1774 et en 1782. Ce furent certainement ces deux missions, pourtant vaines au plan politique, qui furent à l'origine d'une rumeur selon laquelle les Britanniques avaient soutenu les Gurkhas népalais lors de la guerre népalo-tibétaine, ce qui avait eu pour effet de déclencher l'intervention de la Chine et la mise sous tutelle théorique du Tibet (1793). Si, dans les premières années du XIXe siècle, personne n'entendait contester la présence anglaise aux Indes, le Tibet n'était déjà plus une simple étendue désertique et montagneuse, mais un territoire sur lequel commençait à peser un enjeu stratégique.

Et les Tibétains, qu'en pensaient-ils ?

Quel était le point de vue des Tibétains, alors que leur pays se trouvait à la croisée, sinon des territoires, au moins des velléités conquérantes des trois géants asiatiques ? Hormis la Chine qu'ils connaissaient bien pour avoir eu depuis plus de mille ans des relations culturelles et politiques avec elle, ils ignoraient le reste du monde, autant que le reste du monde les ignorait. La connaissance géographique et politique, *a fortiori* géostratégique de l'Asie, leur échappait totalement, de même que les motivations coloniales et conquérantes des Occidentaux. Leur perception du monde au-delà de leur forteresse s'était figée depuis des siècles et les quelques Européens qui avaient séjourné sur le haut plateau n'avaient rien changé à l'affaire. Les obstacles qui rendaient le Tibet inaccessible étaient finalement infranchissables pour les uns comme pour les autres.

Interventions chinoises au Tibet

Ce fut donc sans les Tibétains que l'avenir international du pays se joua. On le sait, le XIXe siècle fut pour la Chine celui de son éclatement et de sa mise en coupe réglée par les puissances occidentales avides de pénétrer l'immense marché qu'elle représentait à leurs yeux. En outre, aucun des empereurs Qing n'eut l'envergure ou l'ambition de ceux qui avaient fait les grandes heures de la dynastie. La première guerre de l'opium (1839-1842), puis le début de la révolte des Taipings (1850) donnèrent la cadence de la politique chinoise, balançant entre agressions étrangères et troubles intérieurs. Les occasions ne manquèrent pourtant pas d'intervenir au Tibet : le pays fut envahi par deux fois, d'abord par les Dogras du Ladakh (1841), puis par les Népalais (1855) qui, non contents de vaincre les Tibétains, leur imposèrent le paiement d'un tribut. La seule intervention notable de la Chine dans les affaires tibétaines fut, en 1844, celle de son commissaire impérial siégeant à Lhassa, Qishan, qui imposa que la régence fût temporairement confiée au Panchen Lama durant quelques mois, alors que le XIe dalaï-lama était encore mineur. Un peu plus tard, en 1846, ce fut ce même Qishan qui obtint l'expulsion des deux missionnaires lazaristes français, les PP. Huc et Gabet, qui étaient parvenus à Lhassa après un voyage de plus d'un an à travers les steppes et les déserts de haute Asie. Hormis cela, l'action diplomatique ou politique de la Chine vis-à-vis du Tibet ne fut pas une préoccupation majeure et jamais plus les armées de l'empire du Milieu ne pénétrèrent sur le haut plateau pour honorer le rôle de protecteur que l'empire désormais chancelant s'était attribué à la fin du siècle précédent.

L'avancée de la Grande-Bretagne au Tibet

La Chine était de fait en position de faiblesse alors que l'Angleterre persévérait dans sa politique de domination du sous-continent indien. Trois dates jalonnent sa progression vers l'Himalaya. En 1816, le traité de Segauli signé avec le Népal plaça le royaume dans l'orbite directe de Calcutta – sans toutefois en faire une dépendance britannique. Trente ans plus tard, en 1846, le traité de Lahore mettait le Cachemire et le Ladakh tibétophone sous la tutelle britannique. En 1861, enfin, le royaume himalayen du Sikkim, autrefois sous la protection du Tibet, devenait un protectorat britannique par la signature du traité de Tumlong. En moins d'un demi-siècle, la Grande-Bretagne était devenue frontalière du Tibet, directement ou indirectement, sur presque toute la longueur des limites méridionales du Toit du monde. Dans l'élan, à partir des années 1860, des missions d'espionnage furent mises sur pied et des *native explorers* commencèrent à parcourir le haut plateau pour le compte de Calcutta, cartographiant ici les routes, observant là les coutumes et la société. Dans le même temps, des travaux linguistiques permirent de produire les premiers lexiques fiables. Pour beaucoup, la prochaine étape de cette course vers le nord semblait être le Tibet.

La Russie progressa différemment

Pour la Russie, la question du Tibet se posait de manière différente. D'abord, la mainmise sur les territoires asiatiques de l'empire était moins forte que l'autorité britannique en Inde. Les populations et les sociétés, largement marquées par le nomadisme, ne permettaient pas l'exercice d'un véritable contrôle. Ensuite, les contraintes physiques – distances, climat, déserts – faisaient que jamais la Russie ne pouvait espérer s'étendre jusqu'aux limites, d'ailleurs assez floues, du monde tibétain. Pourtant, la progression anglaise vers l'Afghanistan et la première guerre anglo-afghane (1839-1842) d'une part, et la marche de la Grande-Bretagne vers le Tibet d'autre part décidèrent Saint-Pétersbourg à agir. Dès 1860, la Société de géographie de Saint-Pétersbourg et le ministère de la Guerre organisèrent des missions d'exploration géographique du cœur de l'Asie, dont les plus célèbres furent celles du colonel Prjevalsky qui, entre 1867 et 1888, dirigea quatre expéditions dans le domaine mongol et le nord du Tibet. Les résultats de ces expéditions, somme toute assez lourdes à organiser, permirent seulement de connaître les pistes et les principaux traits géographiques de la région.

En parallèle, Saint-Pétersbourg organisa donc l'envoi d'espions au cœur même du Tibet en utilisant à son profit les liens religieux existant entre les Mongols et les Tibétains. Les monastères mongols étaient en effet en relation étroite avec ceux du Tibet central et, régulièrement, des moines partaient pour Lhasa afin d'y parfaire leur instruction ; là, dans les grands monastères de Drépung, Séra ou Ganden, les trois piliers de la lignée religieuse Gélugpa qui dominait la politique tibétaine, les moines bouriates ou kalmuks avaient leurs quartiers. Les espions se déguisèrent donc en moines, ou parfois furent eux-mêmes de véritables moines. Le plus fameux d'entre eux fut le Bouriate Agvan Dorjief, dont la présence auprès du XIII^e dalaï-lama inquiéta au plus haut point les Britanniques qui eurent bien des difficultés à savoir si Dorjief était l'homme de confiance du dalaï-lama, ou du tsar de toutes les Russies.

Le Tibet : un enjeu pour la Russie et la Grande-Bretagne

Dans les années 1870-1880, le Tibet était donc clairement devenu un enjeu pour la Russie et la Grande-Bretagne. Il est très improbable que la motivation des deux puissances fût de prendre possession du pays ; de part et d'autre, il s'agissait d'y asseoir une influence suffisamment forte pour établir une zone tampon entre les deux empires. Le cas de la Chine reste particulier, car à aucun moment ses dirigeants ne semblent avoir compris cette réalité. Ainsi, lorsqu'en 1876 Pékin signa avec Londres la convention de Zhifou, qui ouvrait encore un peu plus l'empire aux étrangers, engagement fut pris de délivrer des passeports aux Britanniques désireux d'entrer au Tibet. Le gouvernement de Pékin négligea d'une part ce que cet engagement, qui donnait un avantage à la Grande-Bretagne sur la Russie, signifiait au plan international, d'autre part qu'il n'avait aucun droit sur le Tibet. Cet accord fut d'ailleurs ignoré avec dédain par les Tibétains et

lorsque dix ans plus tard la Birmanie fut reconnue par la Chine comme une partie du nouvel empire des Indes, la clause fut retirée. Le Tibet restait maître de son territoire et la Chine poursuivait sa longue descente vers l'anarchie.

Le gouvernement tibétain donna une nouvelle occasion à la Grande-Bretagne. Le protectorat britannique au Sikkim était rejeté avec force par Lhassa et l'on décida de l'envoi de troupes au Sikkim (1888). La réaction britannique ne se fit pas attendre : l'armée anglo-indienne intervint, contraignant les Tibétains à fuir et des négociations furent entamées avec Pékin, au nom du protectorat symbolique et théorique que la Chine devait exercer sur le haut plateau. Le résultat des négociations fut la signature d'un traité définissant les frontières tibéto-sikkimaises (1890) et prévoyant la signature d'un second accord, commercial, entre la Chine et les Indes concernant l'ouverture du Tibet. À aucun moment, les Tibétains n'avaient été consultés ; l'affaire s'était réglée entre grandes puissances et la Chine trop heureuse de se voir reconnaître une autorité sur le haut plateau se trouvait propulsée, selon le droit international, comme nation suzeraine au Tibet. Trois ans plus tard, en 1893, le traité commercial de Darjeeling confirmait la Chine dans sa nouvelle fonction. De son côté, la Grande-Bretagne s'était vu offrir la possibilité de progresser encore un peu plus dans sa conquête du Toit du monde, alors que les rumeurs les plus extravagantes circulaient sur une influence russe grandissante à Lhassa. Le gouvernement tibétain ne l'entendait pas de cette oreille et, afin d'empêcher toute communication entre le Sikkim et les Indes, le gouvernement de la régence du XIII^e dalaï-lama puis le XIII^e dalaï-lama lui-même ordonnèrent que les cols et les passes fussent murés.

Les Tibétains campèrent sur une position isolationniste qui leur fut préjudiciable. La Grande-Bretagne était désignée comme ennemie, de même que la Chine. Certes, le gouvernement tenta un rapprochement avec la Russie, et même avec la France, dont la puissance en Asie du Sud-Est, voire en Chine, était connue à Lhassa, mais sans chercher réellement à entrer sur l'échiquier international. La rumeur persistante d'une influence russe sur le gouvernement de Lhassa, la réalité des voyages du Bouriate Dorjjeff à Saint-Pétersbourg et de la présence à Lhassa de l'agent russe Tsybikoff alarmèrent les autorités de Calcutta. Lorsque le XX^e siècle commença, on évoqua même la signature d'un traité tibéto-russe (1902). Malgré cela, la situation n'évolua guère pour des raisons assez simples. La Chine était en pleine déliquescence après la révolte des Boxeurs, la Grande-Bretagne se heurtait à de sérieuses difficultés en Afrique du Sud, la Russie de Nicolas II, enfin, connaissait une situation intérieure de plus en plus difficile.

Les tensions connurent un renouveau lorsque la Grande-Bretagne, débarrassée de la question sud-africaine (1902), put revenir à ses préoccupations tibétaines. Le vice-roi des Indes, Lord Curzon, assuré du silence des Russes aux prises avec les Japonais en Extrême-Orient, tenta des négociations directes avec les Tibétains (1903), puis décida de l'invasion du Tibet (1904) qui poussa le XIII^e dalaï-lama à l'exil. Le traité signé à Lhassa plaçait le Tibet dans l'orbite de Calcutta, mais l'effet international fut tel que Londres désavoua son vice-roi, puis entama avec la Chine de nouvelles négociations qui aboutirent à un nouveau traité (1906), concédant aux Britanniques trois comptoirs sur le haut plateau, mais réaffirmant la suzeraineté de Pékin.

Le Tibet sur la scène internationale

Le Tibet fut donc une des pièces importantes de la géostratégie asiatique du XIX^e siècle. Surtout, les conséquences de cette course au Toit du monde furent capitales pour le pays, puisque cet enjeu le fit entrer dans le droit international avec le statut de pays vassal de la Chine. La responsabilité n'en revient pas aux seuls Britanniques, en quelque sorte vainqueurs, qui jugèrent plus simple de traiter de la question tibétaine avec la Chine. Elle échoit aussi aux Tibétains, qui persistèrent dans leur volonté de rester en dehors de tout contact avec le reste du monde. Dans les années 1910, le XIII^e dalaï-lama comprit que pour exister pleinement il fallait que le Tibet entretînt des échanges diplomatiques avec les puissances, mais sa volonté se heurta à des siècles d'autarcie. Sur le long terme, l'invasion communiste chinoise de 1950-1959 et la complète intégration du pays à la Chine

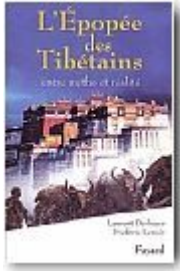
en qualité de Région autonome (1965) furent des conséquences de l'enjeu du XIXe siècle : le Tibet, replié sur lui-même, était resté, selon le droit, tel qu'il avait été défini en 1890-1893, un État vassal de la Chine et la quasi-absence de relations étrangères fit que la communauté internationale ne réagit pas, ou trop peu à cette invasion.

Laurent Deshayes

Novembre 2002

Copyright Clio 2009 - Tous droits réservés

Bibliographie



L'épopée des Tibétains, entre mythes et réalité
Frédéric Lenoir et Laurent Deshayes
Fayard, Paris, 2002